

Audience publique du 19 mai 2010

Recours formé par
la société ... S.à.r.l.,
contre une décision du directeur de l'administration des Contributions directes
en matière de remise d'impôts

JUGEMENT

Vu la requête inscrite sous le numéro 25958 du rôle et déposée le 13 août 2009 au greffe du tribunal administratif par la société ... S.à.r.l., établie et ayant son siège social à L-..., représentée par sa gérante, Madame ..., au nom de la société ... S.à.r.l., tendant à l'annulation d'une décision du directeur de l'administration des Contributions directes du 24 juillet 2009 portant rejet de la demande de remise d'intérêts par voie gracieuse ;

Vu le mémoire en réponse du délégué du gouvernement déposé au greffe du tribunal administratif le 12 novembre 2009 ;

Vu les pièces versées en cause et notamment la décision directoriale critiquée ;

Le juge-rapporteur entendu en son rapport, ainsi que Madame ... en ses explications et Monsieur le délégué du gouvernement Claude Lick en sa plaidoirie.

Par courrier du 4 mai 2009, la société ... S.à.r.l., ci-après dénommée « la société ... », s'adressa au directeur de l'administration des Contributions directes pour solliciter la remise gracieuse d'intérêts de retard d'un montant de ... euros mis en compte à charge de la société ... S.à.r.l., ci-après dénommée « la société ... », au titre d'impôts non payés pour l'année 2003. A l'appui de sa demande, la société ... fit valoir qu'elle aurait adressé le 28 mai 2008 une lettre à l'administration fiscale lui demandant de lui faire parvenir les bulletins d'impôt de la société ..., demande qui serait toutefois restée sans réponse, de sorte qu'elle aurait ignoré l'échéance des impôts à payer. Elle expliqua encore que la société ... serait une société domiciliée et que le courrier la concernant ne lui serait pas toujours transmis dans les meilleurs délais par le domiciliataire et qu'en plus, ce dernier aurait déménagé avant le passage de l'huissier de justice.

Le 24 juillet 2009, le directeur de l'administration des Contributions directes prit à l'égard de la société ... la décision suivante, inscrite sous le n° du rôle ... :

« Vu la demande présentée le 5 mai 2009 par la dame ..., administrateur, au nom de la société à responsabilité limitée ..., établie à L-..., ayant pour objet une remise d'intérêts par voie gracieuse ;

Vu le paragraphe 131 de la loi générale des impôts (AO), tel qu'il a été modifié par la loi du 7 novembre 1996 ;

Considérant que d'après le paragraphe 131 AO, une remise gracieuse n'est envisageable que si, soit objectivement selon la matière, soit subjectivement dans la personne du contribuable, la perception des intérêts apparaît comme constituant une rigueur incompatible avec le principe de l'équité ;

Considérant qu'au vu de la motivation présentée, il n'y a pas à la base de la tardivité du versement des impôts dus, des circonstances particulières qui feraient que la mise en compte des intérêts de retard par application de l'article 155 L.I.R. est contraire à l'équité au sens de l'article 131 AO ;

Par ces motifs,

Décide :

La demande en remise gracieuse est rejetée ».

Par requête déposée le 13 août 2009 au greffe du tribunal administratif, la société ..., représentée par sa gérante, Madame ..., a introduit au nom de la société ... un recours tendant à l'annulation de la décision directoriale précitée du 24 juillet 2009.

Le délégué du gouvernement soulève dans son mémoire en réponse trois exceptions d'irrecevabilité du recours, la première liée à un défaut de mandat dans le chef de la société ..., la deuxième en rapport avec la nature du recours introduit, à savoir un recours en annulation, et la troisième ayant trait à un libellé obscur de la requête en ce que les moyens avancés seraient étrangers à la décision directoriale déférée.

A l'audience des plaidoiries, Madame ... a expliqué qu'elle serait la gérante de la société ..., qui serait la société mère de la société ... dont elle serait également l'un des gérants. Alors que la société ... aurait ses propres bureaux, la société ... serait domiciliée auprès d'un domiciliataire, ce qui expliquerait pourquoi la société ... aurait agi au nom et pour compte de la société

Il convient tout d'abord de relever que les intérêts de retard dont la remise par voie gracieuse est sollicitée ont été mis en compte à charge de la société ... pour non-paiement de l'impôt sur le revenu et de l'impôt commercial communal au titre de l'année 2003 et de l'impôt sur la fortune de l'année 2004.

Il s'ensuit que seule a qualité et intérêt pour agir en justice à l'encontre de la décision directoriale litigieuse la société débitrice de ces intérêts de retard, à savoir la société

Force est toutefois de constater à la lecture de la requête introductive d'instance que le recours a été introduit par la société ..., étant donné que la requête est couchée sur le papier à lettres à entête de cette société et que la requête précise que le recourant est la société ..., représentée par Madame ..., agissant au nom de la société ... S.à.r.l.

Il convient dès lors d'examiner si la société ... a valablement pu introduire un recours au nom et pour le compte de la société

A cet égard, il convient de rappeler que d'après le paragraphe 1^{er} de l'article 2 de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat, les justiciables peuvent agir par eux-mêmes ou se faire représenter ou assister par un avocat, un expert-comptable ou un réviseur d'entreprises, dûment autorisés à exercer leur profession, devant le tribunal administratif appelé à connaître d'un recours en matière de contributions directes.

En l'espèce, le recours n'a pas été introduit par l'une de ces personnes légalement habilitées à représenter la société ..., mais par la société ..., qui n'avait dès lors pas qualité pour agir en justice au nom et pour le compte de la société

Cette conclusion n'est pas éternuée par le fait que Madame ... est également gérante de la société ... qui est valablement engagée en toutes circonstances par la signature individuelle de l'un de ses gérants, ainsi que cela ressort de l'extrait du registre de commerce et des sociétés de cette société du 7 mai 2009 versé au dossier fiscal, étant donné que le recours tel qu'il est libellé n'a pas été introduit par Madame ..., agissant en sa qualité de gérante de la société ..., mais en sa qualité de gérante de la société ..., ce qui sont deux qualités juridiquement distinctes.

Il suit de l'ensemble des considérations qui précèdent que le recours a été introduit par une personne n'ayant pas qualité pour agir au nom de la société ... et est de ce fait irrecevable.

Par ces motifs,

le tribunal administratif, troisième chambre, statuant à l'égard de toutes les parties ;

déclare le recours irrecevable ;

condamne la société ... S.à.r.l. aux frais.

Ainsi jugé par :

Martine Gillardin, vice-président,
Françoise Eberhard, juge,
Annick Braun, juge,

et lu à l'audience publique du 19 mai 2010 par le vice-président, en présence du greffier
Judith Tagliaferri.

s. Judith Tagliaferri

s. Martine Gillardin

Reproduction certifiée conforme à l'original

Luxembourg, le 19.05.2010

Le Greffier du Tribunal administratif